

fédération  
des  
organismes  
sociaux

la  
cgt

# Les idées d'extrême droite : les pires ennemies des salariés !



**L'extrême droite nuit gravement  
à la santé démocratique d'un pays**

## **EDITO**

Les élections régionales se dérouleront les 6 et 13 décembre 2015.

Tous les sondages s'accordent à prédire un raz de marée de partis portant des idées d'extrême droite.

Cette extrême droite prospère sur le terrain de la désespérance sociale et des promesses non tenues. Sa progression n'est pourtant pas inéluctable. Il est de notre responsabilité de mettre les salariés en garde contre l'imposture sociale que constituent ces idées et de combattre la stratégie de ceux qui cultivent le rejet de l'autre et la division des salariés, pour mieux cacher leur incapacité à tracer des perspectives d'avenir et de justice sociale.

Il est urgent de mettre à jour la supercherie et de démontrer que ceux qui se réclament de cette mouvance ne cherchent qu'à trouver des boucs émissaires et à mettre en concurrence les travailleurs entre eux afin d'évincer du débat démocratique les origines véritables de la crise, du chômage et de la soumission des gouvernements au marché.

### **Ainsi sur la question des rémunérations.**

Celles-ci sont constituées du salaire direct (le net en bas de la fiche de paie) et du salaire socialisé (les cotisations sociales patronales et salariales).

Le FN, par exemple, souhaite baisser les cotisations sociales des salariés d'environ 200 euros sans aucune garantie que le patronat ne récupèrera pas cette manne.

La CGT revendique sans ambiguïté la revalorisation des grilles salariales et du Smic à 1 700 euros.

### **Concernant la fiscalité,**

Le FN préconise l'instauration d'une tranche maximale pour les impôts à 46 % et la suppression de l'impôt sur la fortune pour sauver les riches. Dans les programmes d'extrême droite, ce sont les plus aisés qui paient le moins d'impôt. L'extrême droite considère le travail comme un coût et certains programmes l'écrivent clairement. A l'inverse, pour la CGT, le travail est le seul vecteur de création de richesses dans l'entreprise.

La CGT propose que tout le monde paie l'impôt dès le premier euro et de manière progressive.

### **L'extrême droite défend-elle les droits des femmes ?**

L'extrême droite entend préserver le «capital démographique» en s'affligeant de ce que «le taux de fécondité des femmes françaises» soit inférieur à celui des «femmes immigrées» et que 52 % des enfants naissent hors mariage.

Évidemment, pour l'extrême droite, la famille se fonde «exclusivement sur l'union d'un homme et d'une femme». En privilégiant un revenu familial et un congé parental allongé, c'est aussi l'image de la «femme au foyer» à vie qui est proposée, d'autant que chacun sait que les femmes auraient encore plus de difficultés ensuite pour réintégrer le monde du travail.

En revanche, pas un mot sur l'inégalité salariale persistante entre hommes et femmes, sur le temps partiel imposé aux femmes et la précarité de leur travail !

Avec le non-remboursement de l'avortement, l'extrême droite s'attaque de fait aux femmes des milieux populaires. Et il n'oublie pas d'en rajouter sur la discrimination xénophobe en prétendant réserver les allocations familiales aux seules familles «dont un parent au moins est français», alors que tous les salariés, quelle que soit leur origine, cotisent !

Nous sommes bien devant une vision passéiste de la famille, une idéologie xénophobe, et un déni des droits des femmes.

### **L'extrême droite et la culture**

Au-delà de la représentation de Jeanne d'Arc, les propos atroces de «détails de l'histoire» en parlant de la déportation dans les camps, le programme de l'extrême droite ne vise que des suppressions massives de subventions pour les associations sociales et culturelles.

La démocratie culturelle est un axe de construction revendicative et de mobilisation car elle est facteur d'échange, de connaissance, d'émancipation.

La culture est un enjeu, un élément constructif du développement humain, moteur de la transformation sociale.

## Les aides sociales ne sont elles pas siphonnées par les immigrés ?

La protection sociale est financée par les cotisations sociales et les «aides sociales» en général par l'impôt. Les travailleurs immigrés n'étant exonérés du paiement ni de l'un ni de l'autre, il est normal qu'ils bénéficient des prestations sociales au même titre que les autres.

Quand l'extrême droite prétend que l'immigration est un coût pour le pays. C'est faux !

Il ressort d'une étude publiée par une équipe de l'université de Lille, pour le compte du ministère des Affaires sociales, que les immigrés, en 2009, ont reçu de l'État 47,9 milliards d'euros, via les retraites, les aides au logement, le RMI, les allocations chômage et familiales, les prestations de santé... Tandis qu'ils ont reversé aux budgets de l'État et de la Sécurité sociale 60,3 milliards d'euros, via les impôts et les cotisations sociales.

Soit un solde positif de 12,4 milliards d'euros pour les finances publiques.

## L'extrême droite et le temps de travail : travailler plus pour gagner moins !

Selon l'extrême droite, et le FN en tête, les 35 heures sont une source de "désorganisation des entreprises et d'augmentation injustifiée de la masse salariale". Dans son programme, le FN préconise la négociation par branche de la durée du travail. Ainsi, sa préoccupation n'est-elle pas la durée du travail des salarié-e-s, mais bien le temps passé au service de l'entreprise, en fonction de ses "besoins" supposés. Il fait sienne la fameuse valeur du "travailler plus pour gagner plus".

Peu importe si des durées du travail importantes annihilent les possibilités de vie sociale, peu importe si une durée du travail importante est source de risque accru au travail (fatigue engendrant des accidents, des maladies...).

L'extrême droite reprend la vieille idée libérale de la valeur travail, le gain au prix des efforts, de la sueur. L'augmentation générale des salaires, la baisse de la durée du travail pour profiter de la vie sociale, de la vie tout court, l'amélioration des conditions de travail, valeurs collectives et progressistes, sont loin d'être sa préoccupation. Là encore, à la protection collective et égalitaire, il préfère le corporatisme collant aux désirs du patronat et l'individualisation des revenus, ce qui revient de fait à la loi du plus "méritant", en fait à l'arbitraire.

## L'extrême droite et les retraites

Jusqu'en 2010, le programme du FN était basé sur le "Il faut travailler plus et plus longtemps en France" et, il y a peu comportait trois propositions centrales en matière de retraite, il fallait :

- Fixer l'âge de départ (minimal) à 65 ans;
- Exiger 40 annuités de cotisation ;
- Développer les retraites par capitalisation.

Or, devant l'ampleur prise par le conflit sur les retraites en 2010, ce passage a mystérieusement disparu du programme. Au moment où tout le monde parle du problème des retraites, le FN a-t-il eu peur que des électeurs curieux puissent avoir envie de consulter ce qu'il dit en la matière ? A-t-il eu peur de laisser une impression désagréable avec ces trois mesures ?



## L'extrême droite et le rejet des syndicats

Dernière mission de l'extrême droite : casser l'outil des salariés pour les luttes, le syndicat.

Désignés (toujours!) comme non représentatifs, bloqueurs, politisés et opposés à toute logique de négociation constructive...

Les droits des salariés vus par l'extrême droite s'exercent uniquement dans une espèce de monde fantasmé où il n'est besoin que de négociation.

Quant à la grève, l'extrême droite veut la conditionner à des revendications «légitimes» et la circonscrire à des secteurs où cela ne gênera pas.

## Quand les syndicats combattent l'extrême droite : Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes

VISA est une association intersyndicale composée d'une cinquantaine de structures syndicales : la FSU et plusieurs de ses syndicats,

l'Union Syndicale Solidaires et plusieurs de ses syndicats, des fédérations et des syndicats de la CGT, de la CFDT, de la CNT, de l'UNEF et le syndicat de la Magistrature.

Les militants de VISA, depuis 1996, recensent, analysent, dénoncent, les incursions de l'extrême droite et plus particulièrement du Front national sur le terrain social. VISA se veut être un outil d'information et de réflexion pour toutes les forces syndicales qui le souhaitent afin de lutter collectivement contre l'implantation et l'audience de l'extrême droite dans le monde du travail.

Ses missions entre autres :

- ⇒ Informer sur les dangers et le développement de l'extrême droite en France, en Europe et dans le monde ainsi que sur les «passerelles» avec la droite dure.
- ⇒ Analyser de manière critique les propositions dites sociales de l'extrême droite.
- ⇒ Relayer sur son site toutes les prises de positions, actions des organisations syndicales contre l'extrême droite.

**Alors, oui le programme «social» de l'extrême droite est anti-social.**

**Oui, en déversant le poison du racisme,  
l'extrême droite divise les salariés et défend les intérêts du patronat.**

**Oui, l'extrême droite vise la suppression de toute protection des salariés  
à commencer par le Code du travail.**

**Quand l'extrême droite, et les partis  
qui en défendent les idées, prétendent défendre les salariés, ils mentent !**

**Oui, les raisons d'être révoltés sont grandes, alors ne nous trompons pas de colère !**

## COMMENT EXPLIQUER LE VOTE F.N.?

AVANT ON  
NOUS MÉPRISAIT  
PARCE QU'ON ÉTAIT  
DES GROS BEAUF  
FACHOS AVEC DES  
IDÉES RACISTES  
ET RÉACS...

MAIS DEPUIS  
QU'ON VOTE F.N.,  
ON EST RESPECTÉS  
PARCE QU'ON EST DES  
PAUVRES ÉLECTEURS  
ÉGARÉS VICTIMES DE  
LA DURETÉ DE LA  
VIE!!!

JE PEUX  
AVOIR UNE  
INTERVIEW,  
S'IL-VOUS-PLAÎT?

